Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 130 (1985)
Heft: 3

Artikel: La Dissuasion, Raymond Aron, l'Afghanistan et nous...
Autor: Zermatten, Maurice
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344586

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La Dissuasion, Raymond Aron, l'Afghanistan et nous...

par le colonel EMG Maurice Zermatten

De récentes lectures me suggèrent quelques réflexions dont le lien n'apparaît pas évident au premier regard. En 1962, le grand philosophe libéral Raymond Aron publiait chez Calmann-Lévy un immense ouvrage (huit cents pages de densité plutôt accablante) sur un sujet grave dont l'actualité est permanente: *Paix et Guerre entre Nations*. L'importance de cet ouvrage, d'approche relativement difficile, n'aura pas échappé aux responsables de la politique des peuples puisqu'on vient de le rééditer. Que ceux qui tiennent la lecture pour un divertissement s'abstiennent! Que ceux qui aiment à réfléchir sur l'histoire du monde s'approchent de ce livre avec recueillement! Leurs peines réelles seront largement récompensées.

Mon intention n'est pas de tenter la synthèse d'une analyse exhaustive des rapports des peuples entre eux, des guerres qui en résultent, des paix plus ou moins *perpétuelles* qui suivent les guerres. Cette vertigineuse méditation sur les usages de la politique, de ses ruses, de ses machiavélismes, de ses masques, de ses métamorphoses ou de ses reniements, de ses incidences économiques ou militaires, ne se résume pas.

Mais j'éprouve le besoin de citer une demi-page de ce livre; elle concerne notre pays. Non que nous soyons au centre d'un débat dont l'enjeu est universel et séculaire. Il se fait pourtant que l'historien-moraliste n'ignore pas la raison capitale d'une paix dont nous bénéficions depuis bientôt deux siècles. La neutralité qui est la sienne, la Suisse a pris en charge de la défendre avec une volonté farouche dont la manifestation la plus tangible est une armée forte mais aussi la volonté de tout un peuple de rester ce qu'il est. Et c'est ici qu'intervient le terme *dissuasion*. Ce sera la première page de notre rapide exposé.

Autre lecture qui mérite attention: *Le Royaume de l'insolence* de Michaël Barry (Flammarion). Il y est essentiellement question de la résistance afghane. Qui de nous se contenterait des quelques renseignements que nous apporte la presse quotidienne ou que déversent en images toujours identiques les écrans des télévisions? Défense héroïque de quelques groupes de montagnards contre l'occupation de leur territoire par la plus puissante armée du monde. Comment ne pas se sentir impliqué moralement dans une aventure qui pourrait, un jour, d'une façon ou de l'autre, être la nôtre?

Dans cette même perspective se profile sous nos yeux, une nouvelle

fois, la *dissuasion*. Le mot s'impose. Il nous servira de lien entre le livre d'Aron et celui de Barry.

1. La Suisse et la dissuasion

Le mot est à la mode. Il mérite qu'on l'examine avec quelque précision.

La sémantique en est simple. Emile Littré, qui ne lui connaissait pas encore son emploi militaire, établit sèchement que *dissuader* signifie «détourner par conseil». La dissuasion consiste donc à détourner quelqu'un de son but en le persuadant d'éviter une aventure qui pourrait lui être dommageable.

Je lis, ce matin, sur la première page de mon journal, écrit en gros caractères, le titre: «Attention! Radar!» Le conseil est implicite: Lecteurs, faites attention, il y a des radars qui vous surveillent. Ce n'est pas une flotte aérienne ennemie qui s'approche de nous; la *menace* est d'une autre nature. De nouvelles prescriptions fédérales concernant la vitesse des véhicules sur les routes viennent «d'entrer en vigueur». Ne l'oubliez pas, lecteurs! C'est le conseil. Les radars vous contrôlent et vous courrez le risque d'être punis si...

La voilà bien, la dissuasion.

Elle est vieille comme l'expérience humaine. Elle tire de nos modes de vie les formes les plus diverses. Les Romains écrivaient sur la porte de leur villa: *Cave Canem*! Et, sachant que les voleurs ne sont pas nécessairement lettrés, doublaient le conseil par l'image d'une bête féroce. — Ne passez pas ce seuil! Vous seriez mis en morceaux par nos gardiens!... La menace étaie le conseil.

La *dissuasion* vise donc à écarter la mauvaise aventure, la punition qui suivrait la violation de la loi, du bon usage, de la morale sociale. Nos administrations pratiquent la dissuasion sous les formes les plus diverses. La présence du gendarme sur le trottoir détourne le pickpocket de ses mauvaises intentions; au carrefour, l'agent de la circulation tempère l'ardeur des automobilistes. Que de signaux le long des routes, à l'approche d'un danger! Observez-les; à défaut, ils vous arrivera des désagréments. Au bout: le tribunal, l'amende, la prison...

Pour que la dissuasion soit efficace, il faut que la crainte soit plus forte que la tentation. Ou, du moins, que les conséquences de la faute soient jugées graves.

Les fous ne sauraient entendre les bons conseils qu'on leur donne. En cela réside une part de leur folie.

Dans le vocabulaire militaire et politique le terme de *dissuasion* est d'un emploi récent. Notre loi militaire ne fait aucune allusion au fait que notre armée est bien une armée de *dissuasion*. Elle est dite *défensive*. Nous ne songeons à attaquer personne mais nous sommes bien déterminés à nous défendre contre tout agresseur. Bien entendu, la dissuasion est implicite. — Ne nous attaquez pas: nous riposte-

rions avec toutes nos forces... Et nos voisins l'ont compris qui nous ont, depuis longtemps, laissés tranquilles. Aujourd'hui, nous aussi, nous pratiquons la dissuasion...

A partir des 6 et 9 août 1945, les Etats-Unis furent seuls à détenir la puissance nucléaire. Elle leur assura pendant quelques années la maîtrise du monde. Staline en tremblait de dépit et de rage. Que font ses physiciens? Qu'attendent-ils?... Tout changea quand ces physiciens s'emparèrent à leur tour de l'arme atomique. Staline n'était plus là pour caresser le joujou mais l'équilibre des forces allait se rétablir. Autrement dit, les deux Grands possédaient l'arme de *dissuasion suprême*.

Le mot connut dès lors une fortune foudroyante... Toute force armée devint armes de dissuasion. La conscience des chefs d'Etat et des généraux trouva un abri à l'ombre d'un mot prometteur de *sécurité*. — Nous ne voulons de mal à personne mais il nous incombe de nous prémunir contre les mauvais desseins d'autrui. Il n'y aura plus, dans aucun pays, de forces offensives mais seulement des armées dissuasives... Les budgets militaires ne cessent de se gonfler: il faut savoir qu'ils nous sont imposés en tant que mesures de dissuasion...

Quelques couacs: l'URSS intervient en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Afghanistan... On dira que c'était pour *prévenir* des malheurs plus grands. Un bon usage de la dissuasion: Cuba, en 1962. La fermeté du président Kennedy, reposant sur l'arme atomique, fit reculer Khrouchtchev et nous évita, peut-être, une nouvelle conflagration universelle.

1962: publication de *Paix et Guerre entre les nations*. Aron utilise et définit le mot dissuasion...

Il n'est, bien entendu, pas le premier. Le général de Gaulle, chatouilleux sur le vocabulaire, dans le même temps, parle à maintes reprises de cet «instrument terrible qu'est la force atomique dont la *capacité de dissuasion*... est énorme.» Il ajoute, inquiet: «... de dissuasion et de *sauvegarde*.» Le mot s'enrichit d'une nuance. La peur, la terreur que suscite l'emploi de l'arme atomique devient un obstacle à la guerre. Il se peut bien que ce soit de Gaulle qui, le premier, ait parlé de l'*équilibre de la terreur*.

Notre armée était donc défensive, jusque-là. Nous aussi, nous allons succomber aux séductions de la dissuasion. La *défense* suppose une *attaque*. La dissuasion fait mieux: elle rend l'attaque *improbable*. Elle fait éclater l'obus avant qu'il ait atteint l'objectif. Quelle élégance dans notre attitude: nous dissuadons l'ennemi de nous attaquer en lui faisant comprendre qu'il aurait tout à perdre en nous sautant à la gorge... La dissuasion est donc notre sauvegarde.

*
* *

Entrons enfin dans le livre de Raymond Aron. «Entre deux unités

politiques, souveraines et armées, le mécanisme de la dissuasion peut jouer en l'absence d'une menace explicite. Personne n'a mis en doute, au XXe siècle, que la Suisse se défendrait si elle était attaquée. La Suisse a multiplié les preuves de sa résolution par les sacrifices consentis pour l'armement et l'entraînement de son armée. La force militaire de la Suisse suffisait à rendre coûteuse, pour un agresseur éventuel, l'occupation du territoire. La capacité suisse de dissuader l'agresseur dépendait à la fois des moyens matériels, accumulés par le gouvernement, et du courage, de la cohésion que les chefs d'Etat étrangers prêtaient au peuple.»

Toutes les phrases mériteraient d'être soulignées tant chaque terme possède son poids de lucidité et de justesse.

Première remarque: la dissuasion joue même en l'absence de menace explicite... Il ne faut pas attendre qu'il soit trop tard... Le proverbe «qui s'y frotte s'y pique» énonce à peu près la même vérité. Il n'y a pas avantage à se frotter à un adversaire capable de se défendre. La force écarte le danger. Dissuasion...

Deuxième remarque: si la Suisse n'a jamais été attaquée au XXe siècle, c'est que les puissances étrangères ont reconnu son degré de préparation à la guerre, sa volonté inflexible de se défendre. Elle n'a pas «fait semblant» de vouloir préparer sa défense, elle a «multiplié les preuves de sa détermination». D'une part, elle a consenti tous les sacrifices nécessaires à la préparation d'une armée dotée des armes modernes et bien entraînée. Ces mesures auraient rendu trop coûteuses des tentatives d'occupation du territoire. Mais — et c'est la troisième remarque —, l'armée n'est pas le seul pilier de notre force dissuasive. Derrière elle, à côté d'elle, se trouve la *cohésion* de notre peuple. Elle est telle qu'elle donne à réfléchir aux «chefs d'Etat étrangers».

Cela est tout aussi capital que la reconnaissance de la valeur de nos armes militaires.

Cet hommage lucide rendu à la Suisse par le plus remarquable philosophe français de ce siècle est bien agréable à entendre. Deux fois, dans un passé récent, nous avons tenu la guerre éloignée de nous: ce n'est pas un hasard, explique Raymond Aron, mais le résultat de notre volonté délibérée. N'allons pas nous glorifier. Même si ce qui s'est passé — qui se passe — en Afghanistan semble donner raison à un grand témoin de notre temps.

2. L'Afghanistan

C'est loin, l'Afghanistan! Jusqu'au cours de l'automne 1979, le peuple suisse s'occupait bien peu d'un pays séparé de nous par des milliers de kilomètres. Quelques voyageurs en rapportaient des images insolites: marchés orientaux, montagnes superbes, petits ânes dociles, visages de paysans moyenâgeux, cérémonies reli-

gieuses que propose tout le vieil Orient islamique... Notre curiosité se satisfaisait de ces cartes postales peu coûteuses.

Un jour, nous avons vu déferler, grâce à nos télévisions, sur des routes montagneuses, des meutes de blindés soviétiques. Pendant quelques semaines, tous les médias nous entretinrent de l'Afghanistan. Des menaces de guerre généralisée passaient dans l'espace. Les Américains allaient-ils intervenir? Un jour, le président de la République française se rendait presque clandestinement à la rencontre de M. Brejnev, à Varsovie, alors que M. Georges Marchais, de Moscou, avait expliqué au monde que l'URSS avait bien raison de prendre la défense d'un petit peuple contre les ploutocraties occidentales...

Le silence se fit peu à peu, rompu, de loin, par quelques *nouvelles* incontrôlables: une résistance populaire se dessinait dans les montagnes. Nous nous sommes mis, timidement, à admirer les *moudjahidine*. Eux si lointains, que pouvions-nous faire pour les aider?

Sympathie spontanée, admiration inefficace... L'intuition que cette guerre nous concerne de plus près que la guerre irano-irakienne, par exemple. Il faut lire ce *Royaume de l'insolence*: l'intuition n'est pas le résultat du hasard.

Sans doute, l'Afghanistan a d'autres dimensions que la Suisse. Il est même treize ou quatorze fois plus grand en superficie (à peu près l'égal de la France). Mais sa population est de faible densité. Autour de quinze millions d'habitants, dont quatre millions et demi semblent avoir été, depuis le début des hostilités, recueillis par le Pakistan. Donc, face au molosse soviétique, un petit pays. Solidarité des faibles. Surtout, un pays montagneux, une imense chaîne de 1300 km allant d'ouest en est, par plissements parallèles, vers l'énorme Hindou Kouch qui s'élève au-dessus de vastes plateaux vers le toit du monde, le Pâmir, et le fantastique Himalaya. Des montagnes donc, dans la région de Kaboul, la capitale, de profondes vallées, des cols jusque vers les 4000 m. Surtout, dans ces régions dont, par les journaux, nous connaissons principalement la vallée de Panshir, une vie montagnarde très semblable à celle de nos paysans d'autrefois. Mêmes problèmes de sécheresse estivale; même remède: les adductions d'eau, les *bisses* de cette région étant, à la vérité, le plus souvent souterrains (pour éviter l'évaporation). Même nomadisme local qui déplace les populations des fonds plats où ils cultivent la vigne vers les paliers élevés où ils cultivent les céréales et pratiquent l'élevage du bétail. Plus haut encore, à l'altitude de nos alpages, des villages où l'hiver est pour le moins aussi rude que chez nous. (Ce qui explique que toute activité militaire se trouve interrompue pendant plusieurs mois.)

Mais entre l'Afghanistan et la Suisse bien d'autres ressemblances. C'est un pays composite, avec un vieux fond de

population persane. (La vieille Bactriane conquise par Alexandre qui rêvait de dominer les Indes. C'est en ces terres que l'illustre général prit femme.) Mais sur cette strate profonde s'étalent des couches diverses de populations migrantes, venues surtout de l'est, mais aussi de la Méditerranée et du sud et du nord... De l'est, vinrent surtout les Pachtouns qui sont les plus nombreux et constituent l'essentiel de la population afghane actuelle. Ils pratiquent la religion islamique, fraction des sunnites, alors que les anciens persans ont emprunté à l'Iran l'islamisme chiite. (La différence tient à une question d'héritage moral soulevée à la mort du prophète.) Différence, donc, profonde de *culture*, la tradition persane étant la plus riche. On sait qu'elle possède un important trésor littéraire tandis que la langue des Pachtouns, le pachto, est plus répandu, moins raffiné. Ce sont les Pachtouns qui dominent le pays depuis le VIIIe siècle. Ils firent de l'Afghanistan un royaume: Mais, depuis 1842, ce sont les Anglais qui contrôlent le pays.

En fait, depuis le début du XIXe siècle (1809), l'Afghanistan est pris entre deux voisins puissants qui se disputent la possession d'un territoire carrefour: les Anglais et les Russes. Michaël Barry dresse un tableau chronologique terrifiant des guerres que se livrent les deux puissances colonialistes, l'une venant de l'est, l'autre, du nord. Et des traités qui démantèlent, peu à peu, la royauté afghane, sujette elle-même à de profondes dissensions intérieures. On retiendra ici, surtout, la constante poussée expansionniste venant de la Russie. On le souligne pour éclairer les événements de 1979; ils s'inscrivent dans une perspective historique qui date des débuts du siècle dernier. Ce qui est étrange, c'est que l'Afghanistan n'ait guère pris de mesure dissuasive à l'égard de son voisin du nord qui l'a si souvent dépouillé. Au contraire: ce sont les communistes afghans qui ont appelé l'ogre à leur aide.

La monarchie disparut en 1973 avec le souverain Muhammad Zahir. La république qui la remplaça ne valait guère mieux que la féodalité incapable de se dégager de sa passivité devant les réformes indispensables. On vivait encore en Afghanistan sous un système moyenâgeux et tribal. La dictature de Daoud, cousin du roi assassiné (1973/1978) fut secouée par deux camps hostiles: les sunnites intégristes et les communistes.

Le parti communiste fut créé en 1965 par Babrak Kârmal. Il était constitué surtout par des fils de fonctionnaires bourgeois formés en Occident et à Moscou. Surtout à Moscou. Les «intellectuels» noyautèrent l'administration et surtout l'armée dont presque tous les cadres étaient «Made in URSS».

Très tôt, suivant une tradition afghane de division, de contestation intérieure, les communistes se séparèrent, formant deux partis étroitement structurés: le *Khalq*, dont le chef est Taraki, assisté par un adjoint sangui-

naire: Amin. Et le *Partcham* dirigé par Kârmal. Les deux chefs se détestent mais réussissent pourtant à s'entendre pour fomenter un coup d'Etat qui renverse Daoud, massacré à son tour dans le palais royal avec toute sa famille, le 28 avril 1978. A partir de là, l'Afghanistan est livré aux maîtres de Moscou dont les techniciens avaient planifié l'opération sanglante du mois d'avril.

Le sang coule à flots à Kaboul et dans les principaux centres du pays. Le peuple se soulève car il a compris tardivement que le voici livré aux étrangers du nord, ennemis héréditaires depuis presque deux siècles. Luttes de clans, féroces comme elles l'étaient déjà sous la féodalité. Taraki, qui réussit à dominer la fraction communiste adverse, fait preuve de cruautés extrêmes. Massacres, camps de concentration qui n'ont rien à envier à l'horreur des camps nazis. Les tortures y sont atroces. «Nous ne laisserons qu'un million d'Afghans vivants», dit l'un des chefs de ces camps. Les victimes se comptent par centaines de milliers, sur l'ensemble du territoire.

Kârmal lui-même doit s'effacer. Il est envoyé à Prague en qualité d'ambassadeur. Taraki règne en despote. Pas très longtemps: s'étant rendu à Moscou, pour négocier l'élimination de son adjoint Amin, il est massacré à son retour par celui qu'il voulait faire disparaître. L'armée a bien tenté de se soulever: le 5 août 1979, elle est en partie massacrée par l'aviation soviétique cependant qu'Amin s'est installé au pouvoir... Déjà, tous les aérodromes sont occupés par les troupes russes. L'armée afghane achève de se disloquer, un grand nombre de ses membres désertent. Le 27 décembre 1979, Kârmal, de retour de Prague, avant même d'entrer à Kaboul, se déclare président de la république. A l'instant, l'armée rouge vient lui apporter «une aide fraternelle». Amin est massacré à son tour, comme l'avait été Daoud, comme l'avait été Taraki, dans le même palais royal. Les Soviétiques sont maîtres de l'Afghanistan.

3. La Résistance?

C'est cette prise de pouvoir que Georges Marchais, de Moscou, sur les ondes, salue comme une *libération* du peuple afghan. Il est vrai que la victoire du communisme soviétique paraît complète. Les derniers scrupules qui pourraient rester sur leur conscience, les maîtres du Kremlin les écartent par une dialectique connue: l'Afghanistan est un pays sous-développé, économiquement nul. Nous lui apportons le progrès qu'il n'a pas su réaliser lui-même. Nous allons lui fournir les cadres indispensables. (Il est vrai que les communistes locaux ne semblent jamais avoir été très nombreux: une quarantaine de milliers, tout au plus, y compris les cadres de l'armée.) Notre premier devoir est de transformer son agriculture, l'industrie et le commerce suivront, de même que l'équipement intellectuel assuré

par la création d'écoles dans l'ensemble du pays. Pour que ces réalisations soient promptes et efficaces, nous devrons assurer nous-mêmes l'ordre indispensable. Mais nous retirerons nos troupes le plus rapidement possible. Ainsi, nous suivons, nous les Soviets, la ligne pure de notre devoir: apporter le bonheur dans cette partie du monde si déplorablement retardataire. Au surplus, nous devons la protéger contre les ambitions des puissances occidentales. On sait ce que l'Amérique a fait de l'Iran...

Non, l'URSS ne trouve en face d'elle aucune résistance organisée. Il n'est même pas faux de prétendre que les communistes de Kaboul l'ont appelée. L'armée «nationale» a cessé d'exister. Ce qu'il en subsiste et dont parlent les *communiqués* officiels n'est qu'une fiction. Ceux qui s'y trouvent par la force désertent dès qu'ils le peuvent. Kârmal n'est qu'un fantôme. On ne sait s'il approuve ou s'il subit. Le livre de Barry nous apprend que la plupart des communistes refusent de s'aligner, les uns pour des raisons religieuses. Tous s'aperçoivent qu'ils ont troqué leurs espoirs d'une révolution nationale contre la servitude.

Chez les paysans, les améliorations promises sont remplacées par un surcroît de charges. Les fonctionnaires ne sont pas mieux traités, en butte à toutes les suspicions. Qui donc trouve son compte dans l'abaissement dont Kârmal a pris la responsabilité? Les intellectuels se mordent les doigts.

Souterraine dans la plupart des cas, la résistance existe. Elle se manifeste sous les formes les plus diverses faute d'une organisation qui lui donnerait une ligne de conduite et une dimension nationale. Elle est passive, morose, inefficace, sur fond religieux. Elle embarrasse néanmoins l'occupant qui doit se substituer à l'occupé pour faire fonctionner le réseau des affaires indispensables. Résistance d'un peuple qui courbe le dos sous le fouet mais se redresse dès que les bottes s'éloignent.

Il existe, sans doute, ici comme dans tous les pays qui connaissent le poids de l'occupation, des Quisling, des délateurs, des collaborateurs. Néanmoins, en tout état de cause, il ne semble pas que le temps travaille pour les Russes.

Reste la résistance ouverte qui se bat les armes à la main. Elle a mis du temps à se manifester. Rien n'avait été prévu. Aucune tentative de dissuasion dans ce pays menacé. Une armée encadrée par les communistes. Surtout, un peuple fractionné, divisé contre lui-même, enfermé dans une topographie séparative, rongé par des rivalités de toute nature, sans cohésion nationale réelle. La foi religieuse seule est à toute épreuve. Mais entre chiites et sunnites subsistent les oppositions séculaires. Les sunnites de l'est du pays vont se trouver chez eux au Pakistan.

Quatre millions et demi d'Afghans s'y sont réfugiés. Culturellement, ils ne changent pas de patrie.

La grande faiblesse de cette résistance est qu'elle manque, elle aussi, cruellement de cohésion. Elle manque de «vue» d'ensemble, d'un plan commun qui pourrait rallier des milliers, des millions de «soldats» potentiels. Un système tribal venu du fond des temps garantit l'attachement à la terre, à l'indépendance, mais à une motte de terre qui ne dépasse pas les frontières naturelles de la vallée, à une indépendance qui ne concerne que quelques tribus. Et, par conséquent, pas de cadres nationaux, pas de chefs reconnus hors du cercle local. Il n'en faut d'autre preuve que celle-ci: la capitale de la résistance ce n'est pas Kaboul ou quelque autre ville afghane; c'est Peshawar, au Pakistan.

Mais voici ce qu'il faut encore apprendre: à Peshawar, il existe, à l'heure qu'il est, *huit* sièges de résistance organisée. Et, nous disent des reporters, ils s'ignorent les uns les autres...

Voilà le grand malheur de l'Afghanistan: même l'occupation n'a pu le persuader que l'intérêt de la nation est au-dessus des intérêts locaux et particuliers.

Pourtant, la résistance afghane donne bien des soucis aux maîtres du Kremlin. Ils doivent aujourd'hui se mordre les doigts d'avoir entendu l'appel des Taraki, des Amin, des Kârmal... Ils ont mal apprécié la situation. Comment s'arracher du pied — ou du flanc — une épine qui s'enfonce toujours plus profondément dans la chair?

4. Notre admiration

Peut-être notre admiration n'est est-elle que plus vive à l'égard des héros. Ce n'est pas une armée. Ils sont quelques milliers, des dizaines de milliers? Comme il apparaît bien qu'une armée pas trop maigre, structurée, ayant les armes indispensables pour se défendre contre la mort qui tombe surtout du ciel, deviendrait vite redoutable, invincible dans les conditions topographiques où se déroulent les combats dont quelques images nous sont apportées par la télévision! Ces «maquisards», ces inconditionnels du sacrifice ne disposent que de leurs propres ressources, que de leur courage indomptable, depuis des années, dans le Panshir, exemple le plus souvent cité. Leur organisation est rudimentaire; leurs moyens de liaison avec l'extérieur, avec d'autres groupes de résistance, semblent réduits à leurs déplacements pédestres. Tout ou presque, autour d'eux, a été détruit: les maisons, les hameaux et villages. Ils vivent — survivent — dans une espèce de désert. De l'intérieur de leur propre pays ne leur parvient aucune aide. A peine, de temps à autre, un ancien membre de l'armée afghane parvient-il à les joindre. Quand l'un des leurs est tué, le trou demeure ouvert dans la file ou le rang. Ils sont seuls à porter le poids d'une guerre impitoyable qu'on leur livre avec de l'artillerie, des hélicoptères, des avions rapides. Leur arsenal? L'embuscade qui leur laisse quelques armes, quelques vivres pi-

qués à l'ennemi par surprise. Pas de vrais combats: des coups de mains qu'une connaissance méticuleuse du terrain leur permet presque toujours de réussir. L'ennemi tente bien la bataille: il ne trouve devant lui que des ruines qu'il s'applique, une fois encore, à écraser. Les hommes sont lovés derrière quelques cailloux, dans la montagne. Au besoin, seule sécurité, ils passeront la frontière pakistanaise d'où ils reviendront.

On a parlé de huit opérations successives dans la même vallée. Huit fois, les Soviétiques ont crié victoire. Il y aura une nouvelle fois, puis une autre encore. Voilà pourquoi cette guerre de l'éléphant contre le rat ne trouvera jamais de fin.

Nés dans la montagne, les moudjahidine font corps avec elle. Ils sont chez eux; le droit est de leur côté. La religion donne un plein sens à leur lutte. Il faudra les détruire jusqu'au dernier pour se débarrasser d'eux.

Plutôt mourir que de vivre dans l'esclavage. Pas de bavardage d'intellectuels sur la liberté. Leur instinct se passe de raisonnement. Ils ont réussi à mettre leurs femmes et leurs enfants à l'abri de la faim et du feu: ils jouent leur propre vie avec une habileté qui n'a d'égale que leur vaillance. Rien, hormis la mort, ne pourra les contraindre à renoncer à la lutte. Leur engagement ne souffre aucune compromission.

Des tempéraments de chefs se révèlent dans des actions d'une audace mortelle. Deux noms, à ce jour, sont parvenus jusqu'à nous. L'un, Ahmad Shah Massoud, a déjà pris rang dans la légende. Il est insaisissable. Jeune, auréolé d'une réputation d'invincibilité, il échappe même aux journalistes! Partout présent où un exploit se prépare, il se fond, l'instant d'après, dans les ombres. La vallée de Panshir est devenue, par Massoud, le symbole de la résistance.

Un autre, Zabiullah, tout aussi jeune: la trentaine; tout aussi habile et audacieux... Il est vrai qu'à fin décembre, à Peshawar, on l'a dit mort. Il aurait été victime de la trahison d'un ou de quelques-uns des siens. Il aurait sauté sur une mine avec une poignée de ses compagnons. Mais on dit aussi que cette mort ne serait qu'une ruse de guerre.

Pourtant, il se confirme que les Russes réussissent à glisser des traîtres dans les groupes de la résistance. Ces infiltrations seraient plus homicides que les mitrailleuses des hélicoptères et les bombes des avions, car elles frapperaient les chefs. Que les services secrets russes soient actifs, on s'en doute. Que leur radio officielle cherche à atteindre le moral des combattants de l'ombre en annonçant des victoires incontrôlables est évident. Si Zabiullah est vraiment mort, son exemple aura sans doute suscité d'autres vocations.

Ce qui semble aussi malheureusement vrai, c'est que des rivalités existent d'une vallée à l'autre, d'un groupe à l'autre. Aussi, personne, même en Afghanistan, n'ose parler

d'une résistance *nationale*. Elle existe, mais si décousue que les résultats qu'elle obtient demeurent pour le moment locaux.

Il faudrait, il faudrait... On rêve d'une coordination de tant d'entreprises fragmentaires, admirables, certes, mais leur dispersion ne saurait obliger l'occupant à plier bagage. On rêve d'une grande cohésion nationale qui bouterait hors des frontières l'impudique conquérant. Ce ne sont que des rêves.

Aucune puissance occidentale, jusqu'ici, n'a fait mieux que de condamner en paroles l'invasion de 1979. Première manifestation concrète d'une conscience qui s'éveillerait: en début de cette année, nous avons appris que les Etats-Unis mettaient 12 millions de dollars à la disposition de la résistance afghane. Le reste est laissé à la bonne volonté de chacun... Comme à la sortie des spectacles gratuits.

Nous en sommes à la sixième année de cette guerre. Il semble que l'armée soviétique de Kaboul ne cesse de se renforcer.

5. Et nous?...

Revenons à notre point de départ: la dissuasion, le témoignage de Raymond Aron sur notre volonté de tenir la guerre éloignée de nos frontières.

Quarante-cinq ans après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, il est bien permis de se demander: — Etions-nous vraiment si bien préparés à supporter le poids d'une attaque ennemie? Le philosophe semble l'affirmer puisqu'il admet que «les moyens matériels accumulés par le gouvernement» — et le courage et la cohésion de notre peuple — en imposaient aux «chefs d'Etat étrangers».

Je pense que l'on peut admettre que notre courage et notre cohésion auraient résisté au choc d'une agression. Il me semble que nous devons être moins affirmatifs sur l'autre versant de la proposition.

Où étaient nos chars? Quelle leçon avions-nous retenue de la fin de la guerre 14/18, gagnée par les premiers tanks alliés? Oui, où étaient nos blindés capables de subir victorieusement le combat des frontières? Le colonel de Gaulle, professeur à l'Ecole de guerre de Paris, avait réussi, mais c'était un peu tard, à convaincre son gouvernement de l'impérieuse nécessité de développer l'arme nouvelle. La leçon avait été retenue par Hitler et l'on sait quel fut le sort de la Pologne qui opposait le poitrail des chevaux aux blindages de Guderian. Oui, où étaient nos chars? Par conséquent, quelle était l'efficacité de notre armée de dissuasion?

Chaque fois que je descends ou remonte notre vallée du Rhône entre Saint-Maurice et Martigny, je jette un coup d'œil tristement amusé sur un monument historique: *la ligne Schwartz*. On l'avait ainsi nommée et elle paraissait probablement infranchissable. Ces lignes de *Toblerone*, ainsi appelions-nous ces dentelures de

béton hautes de quelques dizaines de centimètres, devaient nous protéger, flanquées de petits canons antichars, de toute irruption blindée vers le cœur du pays. Quels marchands d'illusions s'appliquaient à nous donner bonne conscience?

Je sais aussi qu'**un** canon antichar meublait un petit ouvrage de béton sur la route internationale Saint-Gingolph-Le Bouveret, un redoutable canon de 3,4 centimètres braqué contre une invasion française. Nous pouvions dormir tranquilles.

Et nos avions? Les quelques Messerschmitt que nous possédions ont montré, au début de la guerre, que nos aviateurs savaient combattre. Combien possédions-nous d'avions?

Les «chefs d'Etat étrangers» ont bien fait de ne pas nous poser trop de questions.

Il est tard pour avoir peur mais assez tôt pour penser à l'avenir. Par bonheur, les décisions récentes des Chambres fédérales en ce qui concerne l'arme blindée attestent que l'on pense à l'avenir.

Parce qu'il serait fâcheux que l'on se persuade que les guerres prochaines seront nécessairement «atomiques» et qu'il est dès lors inutile de dépenser des milliards pour des armements qui ne nous serviraient à rien. Quelques-uns des meilleurs esprits de notre temps se refusent d'admettre ces simplifications. Ce qui se passe en Afghanistan montre que même une formidable puissance, dotée richement d'engins nucléaires, conduit une guerre — pourtant irritante et sans terme prévisible — sans oser se servir de ses moyens les plus terrifiants.

La guerre d'Afghanistan prouve aussi qu'*en montagne* des défenseurs déterminés annulent les rapports normaux des forces matérielles antagonistes par leur valeur morale. Ne l'avait-on pas compris chez nous, en 1940, quand le commandement de notre armée décida de réduire l'aire de nos opérations défensives en créant le *réduit* montagneux d'où nulle armée d'invasion n'aurait pu nous déloger?

Aujourd'hui, que ne pourrait faire, sur les flancs de l'Hindou Kouch, une armée structurée, cohérente, dotée d'armes appropriées!

Toutes sortes de réflexions pourraient suivre la pente de notre espoir. Pourquoi ne pas envisager l'organisation d'une résistance *populaire* suisse, dans notre massif alpin? Comme il renforcerait la crédibilité de nos mesures de dissuasion!

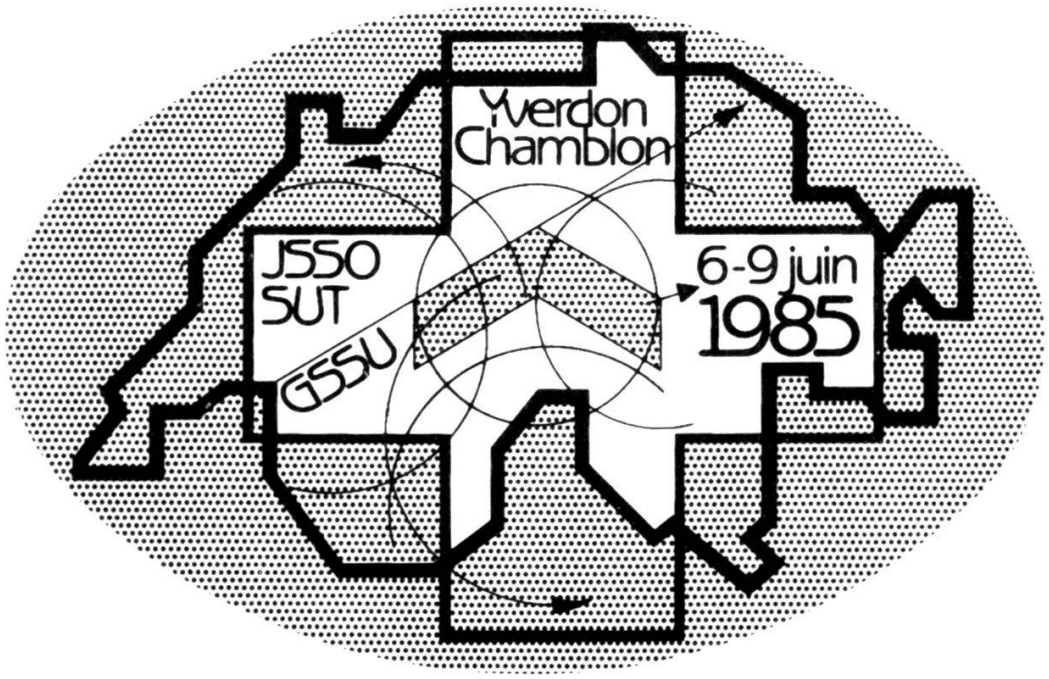
Cette armée qui n'en serait pas une étayerait les opérations «classiques» de notre armée de campagne et la délivrerait du souci de ses «arrières». Où est le *front* quand des bataillons de parachutistes peuvent tomber n'importe où dans un temps où l'idée de bataille n'est plus limitée à des aires géographiques déterminées?

Non pas une «armée des ombres», vouées aux seuls combats nocturnes, mais des groupes innombrables de combattants chargés d'assurer la défense de la motte sur laquelle repose leur pied.

Combien sommes-nous, soldats, sous-officiers et officiers, à avoir rendu à l'arsenal le masque à gaz et le casque mais ayant gardé nos armes personnelles de défense? Et possédant encore, inemployée, cette formation technique, militaire, acquise pendant vingt ou trente ans de service obligatoire, de commandement aux échelons les plus divers. Un million (?) d'hommes aptes à combattre: voici de quoi faire réfléchir les «chefs d'Etat étrangers» dont parle Raymond Aron!

Oui, combien sont-ils, quelques milliers, quelques dizaines de milliers, et démunis de presque tout, dans la vallée du Panshir, dans la province de Mazar-I-Sharif où Massoud et Zabiullah tiennent à distance et condamnent à l'échec la puissante armée des envahisseurs?

Notre service territorial qui soude l'armée au peuple trouve en tous les cas, dans les renseignements qui nous viennent d'Afghanistan, matière à amples réflexions.

M. Z.

(Propos présentés dans le cadre d'un «rapport d'officiers» de la zone territoriale 10.)